



**Décision de non soumission à la réalisation d'une étude d'impact
du projet de construction d'une « plateforme logistrielle Albert 4 »
situé sur la commune de MEAULTE (80)**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment l'article L.212-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019, portant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°2021-0208, relative au projet de construction d'une « plateforme logistrielle Albert 4 » situé route de Bray, aérodrome Albert-Picardie sur la commune de Méaulte, reçue et considérée complète le 16 avril 2021, publiée sur le site internet de la DREAL Hauts-de-France ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé en date du 20 avril 2021 ;

Considérant que le projet relève, d'après les éléments fournis par le pétitionnaire, de la rubrique 39°a (travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R.111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 10 000 m²) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature et l'ampleur du projet, qui consiste, sur un terrain d'assiette agricole d'environ 10 hectares, en la construction d'un bâtiment logistique de 51000 m² de surface de plancher composé de 8 cellules de stockage, de locaux techniques et sociaux, de 10 places de stationnement pour poids lourds et 100 places pour véhicules légers, ainsi que les réseaux et espaces verts ;

Considérant la localisation du projet en dehors de tout zonage de protection environnementale et de captage d'eau potable destinée à la consommation humaine ;

Considérant qu'une étude pyrotechnique réalisée en décembre 2019 a mis en évidence la présence de nombreuses anomalies ayant une signature magnétique susceptible de correspondre à des bombes d'aviation ou des munitions d'artillerie lourde ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à prendre en compte les conclusions du rapport pyrotechnique, en l'occurrence le décapage complet jusqu'à la profondeur de terrassement ou la dépollution pyrotechnique par anomalie à l'aide d'une pelle et d'un opérateur ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à réaliser une étude d'intégration paysagère dans le cadre du dossier de demande de permis de construire de façon à prendre en compte l'unité paysagère du « secteur du souvenir » ;

Considérant que des travaux de renforcement sur les routes départementales 147 et 329 au niveau de Fricourt sont programmés, de même qu'une liaison cyclable entre la technopole et Albert ainsi qu'une liaison par navettes, ce qui est de nature à renforcer l'accessibilité du site en évitant la saturation du trafic ;

Considérant qu'une étude écologique a révélée la présence d'espèces exotiques envahissantes, ce qui justifie de prendre des précautions en phase travaux pour éviter leur dissémination ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1er

Le projet de construction d'une « plateforme logistrielle Albert 4 » situé route de Bray, aérodrome Albert-Picardie sur la commune de Méaulte n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact, sous réserve de s'assurer de la sécurisation des travaux conformément aux recommandations de l'étude pyrotechnique.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

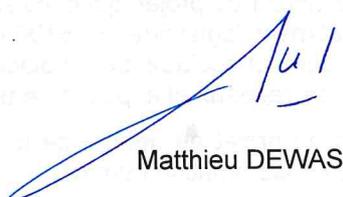
Un recours contentieux peut être formé dans un délai de deux mois à compter de la publication sur internet de la présente décision. Il doit être adressé au Tribunal administratif de LILLE, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 Lille CEDEX.

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **21 MAI 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional
de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le directeur adjoint,


Matthieu DEWAS

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

Tour Sequoïa - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Les particuliers et les personnes de droit privé peuvent saisir le tribunal administratif par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr